



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE
ET DE SECOURS DES ALPES-MARITIMES

Extrait des délibérations
du conseil d'administration

Séance du 12 octobre 2017

Présents : Monsieur Charles-Ange GINESY, président de séance,

Titulaires : Monsieur Bernard ASSO, Madame Marie BENASSAYAG, Madame Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Monsieur Eric CIOTTI, Monsieur Gérard MANFREDI, Monsieur Philippe PRADAL, Monsieur Michel ROSSI, Monsieur Philippe ROSSINI, Monsieur Joseph SEGURA, Monsieur Jean THAON, Monsieur Francis TUJAGUE

Suppléants : Monsieur Jean-Marc DELIA, Madame Janine GILLETTA, Madame Michèle OLIVIER, Madame Michèle PAGANIN, Madame Vanessa SIEGEL

Suppléantes n'ayant pas voix délibérative : Madame Caroline MIGLIORE, Madame Josiane PIRET

Procuration : Monsieur Jean LEONETTI à Monsieur Charles-Ange GINESY

RAPPORT N° 17-24 - RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE 2018

Conformément aux articles L. 3312-1 et D. 3312-12 du code général des collectivités territoriales, chaque année, dans les deux mois précédant le vote du budget, le président du conseil d'administration présente au conseil d'administration un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice.

Le rapport d'orientation budgétaire constitue une opportunité de présenter les orientations de l'année 2018 et de rappeler les objectifs poursuivis par l'établissement qui :

- s'inscrivent par un effort de stabilisation des charges à caractère général de l'établissement ;
- permettent de financer l'évolution des dépenses liées aux charges de personnel ;
- confirment la volonté de poursuivre l'effort sur le programme d'investissement de l'établissement.

A – concernant la section de fonctionnement :

1 - les charges de personnel (chapitre 012) :

1-1 Estimation des charges de personnel (hors indemnités SPV)

Elles ont été évaluées à partir de l'exécution du budget 2017 avec la prise en compte de l'évaluation des dépenses liées aux textes réglementaires et décisions ou options de financement déjà prises par le conseil d'administration. Cette évaluation est à périmètre constant (notamment l'échelonnement indiciaire en vigueur à ce jour) :

| | Prévision 2018 |
|---|--|
| Estimation de la masse salariale 2018 | 94,57 M€ |
| Augmentation des taux de cotisation patronale (CNRACL, CAF, URSSAF, IRCANTEC) | Non connu (en attente de parution des décrets) |
| Impact éventuelles des réussites au concours SPP cat A et B | Non connu |
| Autres charges de personnel (titres restaurant, prestations sociales,...) | 6,02 M€ |
| Total estimé des charges de personnel (hors indemnités SPV) 2018 | 100,59 M€ |

1-2 Les charges de personnel liées aux sapeurs-pompiers volontaires

Il convient de prévoir le règlement des indemnités dues aux sapeurs-pompiers volontaires au titre des activités suivantes :

Activités opérationnelles

- interventions,
- renfort de gardes urbaines,
- gardes et astreintes dans les centres à ossature volontaire dans le haut et moyen pays,
- la mobilisation préventive dans le cadre de la campagne feux de forêts,
- rémunérations des gardes médicales/opérationnelles des personnels SPV du service de santé et de secours médical (médecins et infirmiers).

Actions de formation

- rémunérations des formateurs et des stagiaires SPV.

L'estimation des crédits nécessaires pour 2018 pour cette catégorie de dépenses reste à un niveau de **14,22 M€** dont 1 M€ sont prévus pour les actions de formation. S'agissant de la part consacrée aux activités opérationnelles (13,22 M€), rappelant que ce poste de dépenses est soumis aux aléas, l'estimation proposée est basée sur une activité opérationnelle calculée d'après l'historique des trois dernières années, sans tenir compte du caractère exceptionnel de la campagne feux de forêt 2017.

| | Prévision 2018 |
|---|-----------------|
| Indemnités SPV pour la formation | 1,00 M€ |
| Indemnités SPV pour les activités opérationnelles | 13,22 M€ |
| Total estimé des indemnités SPV | 14,22 M€ |

Sur ces bases détaillées, les charges de personnel (chapitre 012) pour l'exercice 2018 sont estimées à **114,81 M€** représentant 77,53 % du budget de fonctionnement.

2 - les charges à caractère général (chapitre 011) :

Le SDIS 06 poursuit et intensifie ses efforts de réduction des coûts. Pour mémoire, l'inscription 2018 se situe à un niveau inférieur de 7,6 % à la moyenne des inscriptions au budget primitif des dix dernières années. Les crédits prévus au titre du chapitre 011 sont estimés à **18,30 M€**.

3 – les autres charges de fonctionnement :

| | Prévision 2018 |
|--|-----------------|
| autres charges de gestion courante (chapitre 65) cette inscription prévoit notamment le versement de la contribution financière des SDIS au fonctionnement de l'infrastructure nationale partageable des transmissions pour un montant de 255 000 €, la cotisation au budget de l'entente pour la forêt méditerranéenne (156.000 euros) ainsi que 720.000 € au titre du déficit du budget annexe | 1,43 M€ |
| charges financières (chapitre 66) Intégrant les intérêts correspondant aux emprunts en cours et à ceux des deux derniers trimestres de l'emprunt qui sera contracté en 2018 | 0,62 M€ |
| dotation aux amortissements (article 6811) | 12,55 M€ |
| des biens mobiliers | 7,38 M€ |
| des biens immobiliers | 5,17 M€ |
| charges exceptionnelles (titres annulés, opérations de sorties de biens, opérations d'ordre, etc...) | 0,15 M€ |
| dépenses imprévues | 0,23 M€ |

Compte tenu de ces éléments, le budget de fonctionnement prévisionnel s'élève à un montant total de **148,09 M€**.

Il convient désormais d'examiner le niveau des recettes à prévoir pour permettre au SDIS 06 de prendre en charge l'ensemble de ces dépenses qui, pour la grande majorité d'entre elles, sont obligatoires.

4 - les recettes de fonctionnement :

En application des dispositions prévues par l'article L.1424-35 du CGCT, le montant total des contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale s'élèvera à la somme de **62,89 M€**, soit une augmentation de 1,116 % suite à la hausse de l'indice des prix à la consommation.

Les autres recettes de fonctionnement de l'établissement sont de l'ordre de **8,70 M€** comprenant notamment la neutralisation de l'amortissement 2,16 M€ et les reprises d'amortissement sur les subventions 0,65 M€.

Compte tenu de ces éléments et dans le cas où il n'y aurait pas d'excédent de fonctionnement 2017, le besoin de financement 2018 complémentaire s'élève à **76,5 M€**.

B – concernant la section d'investissement :

Le budget prévisionnel de la section d'investissement est estimé à **17,95 M€**.

1 – les dépenses d'investissement :

Le programme d'équipement prévisionnel 2018 de 14 M€ permettra de poursuivre l'effort d'investissement :

- pour les opérations immobilières : construction et restructuration de centres d'incendie et de secours à hauteur de 5,8 M€, intégrant les crédits de paiement correspondants, tels que vous les déciderez, avec une prévision actuelle de financement de 4,2 M€.
- pour l'équipement en matériel, notamment, d'incendie et de secours à hauteur de 8,2 M€, intégrant les crédits de paiement 2018 des autorisations de programme 2017 au titre du matériel d'incendie et de secours pour 2,4 M€,

A ce programme, s'ajoutent les dépenses obligatoires et imprévues de la section (3,95 M€).

2 – les recettes d'investissement :

Les recettes d'investissement proviennent essentiellement de l'autofinancement : les amortissements pour 12,55 M€ ainsi que du FCTVA (1,6 M€). Afin d'assurer un équilibre, il est prévu de contracter un emprunt de 3,60 M€.

Aucune dépense d'investissement supplémentaire ne pourra être réalisée sans avoir recours à un emprunt complémentaire.

Vous trouverez ci-joint en annexe les informations nécessaires devant figurer au rapport d'orientation budgétaire.

Compte tenu de ces éléments, il vous est proposé de débattre de ces orientations budgétaires pour l'exercice 2018.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration, à l'unanimité, décide :

- de donner acte du débat d'orientations budgétaires du SDIS 06 pour l'année 2018,
- d'autoriser M. le président du conseil d'administration à communiquer au Département le besoin de financement complémentaire qui s'élève à 76,50 M€ pour assurer l'équilibre du budget 2018.

*Le président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
des Alpes-Maritimes*



Charles-Ange GINESY

ANNEXE AU RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

Références :

- article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) ;
- décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire ;
- article R. 1424-32-1 et D. 3312-12 du code général des collectivités territoriales.

L'article D. 3312-12 du code général des collectivités territoriales, applicable aux services départementaux d'incendie et de secours, énonce les informations qui doivent figurer dans le rapport d'orientation budgétaire, objet de la présente annexe. L'élaboration des orientations budgétaires pour 2018 a été conduite en prenant en compte des différents éléments qui impactent le coût du service :

- la mise en œuvre d'une formation initiale de sapeurs-pompiers professionnels prévue pour la fin 2017,
- la nécessité de maintenir une réponse opérationnelle de qualité adaptée aux risques du Département,
- la volonté de maintenir un renouvellement conséquent du matériel d'incendie et de secours avec des investissements importants dans ce domaine,
- la poursuite du programme de constructions et de réhabilitations des casernes de sapeurs-pompiers dans le Département,
- la poursuite de l'effort de stabilisation des charges à caractère général,
- une maîtrise des dépenses de personnel,
- une activité opérationnelle parmi le plus importantes de France et supérieure de 37 % à l'activité des SDIS de la même catégorie, une intervention toutes les 4 minutes en moyenne dans le département des Alpes Maritimes.

Le nombre d'interventions que le service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes (SDIS 06) doit assumer est en augmentation (+ 4.88 % sur les 8 premiers mois de l'année 2017) avec un nombre d'heures d'engagement des agents en progression de plus de 15 %. Ce dernier chiffre est essentiellement dû à une activité opérationnelle feux de forêts exceptionnelle.

Evolution de l'activité opérationnelle (tous types d'interventions) mensuelle et cumulée

| | | janv | févr | mars | avr | mai | juin | juil | août | sept | oct | nov | déc |
|-------------|-----------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|
| 2016 | mensuelle | 9079 | 8367 | 9353 | 8660 | 10044 | 10162 | 11233 | 10893 | 9750 | 9792 | 9337 | 9773 |
| | cumulée | 9 079 | 17 446 | 26 799 | 35 459 | 45 503 | 55 665 | 66 898 | 77 791 | 87 541 | 97 333 | 106 670 | 116 443 |
| 2017 | mensuelle | 10306 | 8317 | 9644 | 9130 | 10270 | 11124 | 11694 | 11103 | | | | |
| | cumulée | 10 306 | 18 623 | 28 267 | 37 397 | 47 667 | 58 791 | 70 485 | 81 588 | | | | |

Evolution mensuelle et cumulée du Nb d'heures d'engagement des agents (hommes.heures)

| | | janv | févr | mars | avr | mai | juin | juil | août | sept | oct | nov | déc |
|------|--------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 2016 | SPV | 16151 | 18830 | 18078 | 16275 | 17543 | 18301 | 24627 | 24909 | 17807 | 17437 | 17075 | 19386 |
| | SPP | 19943 | 18723 | 20567 | 19452 | 21013 | 20780 | 22611 | 22605 | 20901 | 20607 | 19693 | 20432 |
| | Tot mensuel | 36094 | 37553 | 38644 | 35727 | 38556 | 39081 | 47238 | 47514 | 38708 | 38044 | 36768 | 39818 |
| | Cumulé SPV | 16151 | 34981 | 53059 | 69334 | 86877 | 105178 | 129805 | 154714 | 172521 | 189958 | 207033 | 226419 |
| | Cumulé SPP | 19943 | 38666 | 59233 | 78685 | 99698 | 120478 | 143089 | 165694 | 186595 | 207202 | 226895 | 247326 |
| | Cumulé | 36094 | 73648 | 112292 | 148019 | 186575 | 225656 | 272894 | 320408 | 359116 | 397160 | 433928 | 473746 |
| 2017 | SPV | 20706 | 18013 | 19323 | 18081 | 18417 | 22025 | 39882 | 34377 | | | | |
| | SPP | 23460 | 16364 | 21835 | 19108 | 21107 | 22334 | 30942 | 23435 | | | | |
| | Tot mensuel | 44167 | 34376 | 41158 | 37189 | 39524 | 44359 | 70840 | 57811 | | | | |
| | Cumulé SPV | 20706 | 38719 | 58042 | 76123 | 94540 | 116565 | 156447 | 190824 | | | | |
| | Cumulé SPP | 23460 | 39824 | 61659 | 80767 | 101874 | 124208 | 155150 | 178585 | | | | |
| | Cumulé | 44167 | 78543 | 119701 | 156890 | 196414 | 240773 | 311613 | 369424 | | | | |

1. Comparaison ressources et charges budget 2017/budget 2018

| FONCTIONNEMENT | PREVISIONS 2017 en M€ Rapport n°16-50 du 19/09/2016 | PREVISIONS 2018 en M€ |
|---|--|--------------------------|
| Dépenses | 148,16 | 148,09 |
| Réelles | 135,91 | 135,49 |
| 011 Charges à caractère général | 18,00 | 18,30 |
| 012 Charges de personnel | 115,60 | 114,81 |
| 65 Autres charges | 1,27 | 1,43 |
| 66 Charges financières | 0,66 | 0,62 |
| 67 Charges exceptionnelles | 0,11 | 0,10 |
| 022 Dépenses imprévues | 0,27 | 0,23 |
| Ordre | 12,25 | 12,60 |
| 042 Opérations d'ordre | 12,25 | 12,60 |
| Dotation aux amortissements | 12,20 | 12,55 |
| Opérations des sorties de biens | 0,05 | 0,05 |
| Recettes | 148,16 | 148,09 |
| Réelles | 144,28 | 145,25 |
| 74 Contributions et participations | 138,60 | 139,39 |
| Contributions des communes | 62,20 | 62,89 |
| Contribution du département | 76,40 | 76,50 |
| Recettes propres | 5,68 | 5,86 |
| Ordre | 2,88 | 2,84 |
| 042 Opérations d'ordre | 2,88 | 2,84 |
| Opération des sorties de biens | 0,05 | 0,03 |
| Neutralisation des amortissements | 2,18 | 2,16 |
| Quote-part des subventions d'investissement | 0,65 | 0,65 |
| Excédent | 1,00 | |
| INVESTISSEMENT | PREVISIONS 2017 en M€ Rapport n°16-50 du 19/09/2016 | PREVISIONS 2018 en M€ |
| Dépenses | 17,60 | 17,35 |
| Réelles | 14,75 | 14,51 |
| 20 - 21 - 23 Programme équipement | 13,60 | 13,47 |
| 16 Emprunt | 0,84 | 0,84 |
| 020 Dépenses imprévues | 0,31 | 0,2 |
| Ordre | 2,85 | 2,84 |
| 040 Opérations d'ordre | 2,85 | 2,84 |
| Opérations des sorties de biens | 0,02 | 0,03 |
| Neutralisation des amortissements | 2,18 | 2,16 |
| Reprise des amortissements subvention | 0,65 | 0,65 |

| | | |
|----------------------------------|--------------|--------------|
| Recettes | 17,60 | 17,35 |
| Réelles | 5,30 | 4,70 |
| 23 Résorption avance forfaitaire | 0,1 | 0,1 |
| 10 Dotation (FC TVA) | 1,2 | 1,6 |
| 10 Dons et legs en capital | 0 | 0 |
| 16 Emprunts | 4 | 3 |
| Ordre | 12,30 | 12,65 |
| 040 Opérations d'ordre | 12,30 | 12,65 |
| Amortissement | 12,20 | 12,55 |
| Opérations des sorties de biens | 0,10 | 0,10 |

2. Montant des derniers budgets consolidés votés (compte administratif 2016)

| | CA 2016 Budget principal en € Rapport n° 17-3 du 18/05/2017 | |
|---------------------------|--|--------------------|
| | DEPENSES | RECETTES |
| Section de fonctionnement | 146 799 240 | 147 710 880 |
| Section d'investissement | 16 907 702 | 17 122 161 |
| TOTAL CUMULE | 163 706 943 | 164 833 041 |

| | CA 2016 Budget annexe en € Rapport n° 17-4 du 18/05/2017 | |
|---------------------------|---|----------------|
| | DEPENSES | RECETTES |
| Section de fonctionnement | 754 288 | 939 681 |
| Section d'investissement | 23 086 | 53 361 |
| TOTAL CUMULE | 777 373 | 993 042 |

3. Crédits d'investissement pluriannuels

Pour les opérations d'investissement importantes ayant un caractère pluriannuel, le SDIS 06 a mis en place des « autorisations de programme et crédits de paiement » (AP/CP). Ces autorisations lui permettent d'engager une opération dans son intégralité, en inscrivant uniquement au budget les dépenses susceptibles d'être réglées dans l'année d'exécution.

Deux domaines sont concernés par des AP/CP :

- le parc de véhicules : programme d'équipement pour l'acquisition de véhicules et engins de secours,
- les réhabilitations et constructions liés au parc immobilier.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des autorisations et crédits de paiement ouverts :

| AP/AE en € | AP | CP 2017 | CP 2018 | Reste à financer |
|--------------------------------------|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| PARC VEHICULES | 6 732 000,00 | 4 332 000,00 | 2 400 000,00 | 0,00 |
| <i>Véhicules incendie et secours</i> | <i>5 916 000,00</i> | <i>3 516 000,00</i> | <i>2 400 000,00</i> | 0,00 |
| <i>Autres véhicules</i> | <i>816 000,00</i> | <i>816 000,00</i> | <i>0,00</i> | 0,00 |
| CONSTRUCTIONS | 11 500 000,00 | 3 060 000,00 | 6 374 394,86 | 2 060 000,00 |
| <i>CIS St Laurent du Var</i> | <i>3 200 000,00</i> | <i>1 900 000,00</i> | <i>1 294 394,86</i> | 0,00 |
| <i>CIS Tourrette-Levens</i> | <i>3 000 000,00</i> | <i>600 000,00</i> | <i>2 400 000,00</i> | 0,00 |
| <i>CIS St Martin du Var</i> | <i>2 800 000,00</i> | <i>460 000,00</i> | <i>1 840 000,00</i> | 500 000,00 |
| <i>CIS Roquefort les pins</i> | <i>2 500 000,00</i> | <i>100 000,00</i> | <i>840 000,00</i> | 1 560 000,00 |
| Total AP/AE | 18 232 000,00 | 7 392 000,00 | 8 774 394,86 | 2 060 000,00 |

4. Niveau d'épargne brute et niveau d'épargne nette

| PREVISIONS 2018 (en millions d'€) | | |
|------------------------------------|-------------|--------------|
| Dépenses réelles de Fonctionnement | 135,49 | |
| Recettes réelles de Fonctionnement | 145,25 | |
| Epargne Brute | 9,76 | 7,20% |
| Remboursement du Capital | 0,84 | |
| EPARGNE NETTE | 8,92 | 6,58% |

5. Niveau d'endettement du SDIS 06

| PREVISIONS 2018 (en millions d'€) | |
|---|--------------|
| Encours au 1er Janvier 2018 | 13,20 |
| Emprunts prévus en 2018 | 3,00 |
| Désendettement 2018 | 0,70 |
| ENCOURS PREVISIONNEL AU 31 DECEMBRE 2018 | 15,50 |

6. Capacité de désendettement

| PREVISIONS 2018 (en millions d'€) | | |
|-------------------------------------|-------------|-------------|
| Epargne brute selon prévisions 2018 | 9,76 | |
| Encours au 1er Janvier 2018 | 13,20 | |
| CAPACITE DE DESENETTEMENT | 1,35 | 1 an 4 mois |

7. Principaux ratios

| PREVISIONS 2018 (en millions d'€) | |
|---|--------|
| Dépenses réelles de Fonctionnement (DRF) | 135,49 |
| Recettes réelles de Fonctionnement (RRF) | 145,25 |
| Charge de la dette (encours /RRF) | 9,09 % |
| Rigidité des charges de personnel (Chapitre 012/RRF) | 79,04% |
| Rigidité des charges structurelles (Chapitre 012, intérêts, contributions obligatoires/ RRF) | 79,47% |
| | |
| Population légale totale des Alpes Maritimes : 1 098 785 (INSEE 01/01/2017) | 1,0988 |
| Coût du service rendu par habitant (DRF/pop) | 123,30 |
| Dépenses d'équipement par habitant ((Chapitres 20, 21 et 23)/ pop) | 12,27 |

8. Effectifs du SDIS 06 et charges du personnel

Le service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes poursuivra en 2018 la politique de maîtrise des effectifs initiée depuis 2009.

Cette politique a conduit à une diminution du nombre des personnels administratifs et techniques (PAT) qui devrait s'établir à 450 compte tenu des départs à la retraite enregistrés.

S'agissant des sapeurs-pompiers professionnels, l'engagement de maintenir des effectifs opérationnels sera assuré notamment par l'affectation de 22 caporaux à l'issue de leur formation initiale au début de l'année 2018.

Les orientations sont indispensables au regard de l'importance de la sollicitation opérationnelle parmi les plus élevées en France et de l'intensité de la campagne feux de forêt de cet été. A cette occasion, les sapeurs-pompiers professionnels du corps départemental ont fait preuve de leur engagement et de leur efficacité.

En ce qui concerne les sapeurs-pompiers volontaires, l'objectif d'un effectif cible de 2 900 agents demeure avec les variations liées aux avis du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires sur les propositions issues des différents centres d'incendie et de secours.

La structure des effectifs

Effectifs rémunérés au 31 décembre 2017

| | PAT | SPP | TOTAL |
|--------------|------------|-------------|-------------|
| A | 38 | 133 | 171 |
| B | 94 | 103 | 197 |
| C | 306 | 1037 | 1343 |
| TOTAL | 438 | 1273 | 1711 |

Le temps de travail au sein du SDIS 06

S'agissant du temps de travail au sein de l'établissement, les populations concernées sont soumises aux obligations respectives détaillées dans le tableau ci-après :

| | SPP | | PATS |
|----------------------------------|--|--|---|
| | Service hors rang | Section opérationnelle | |
| Organisation du temps de travail | Travail hebdomadaire à raison de 40 h ou 42 h 30 | 72 gardes de 24 h et 24 gardes de 12 h | Travail hebdomadaire à raison de 36 h 15 ou 40 heures |

Une maîtrise de la masse salariale

La masse salariale globale de la collectivité est maintenue en 2018 malgré les réformes catégorielles concernant la poursuite des mesures PPCR (parcours professionnels carrière/rémunération), la mise en place du RIFSEEP et le maintien de la capacité opérationnelle.